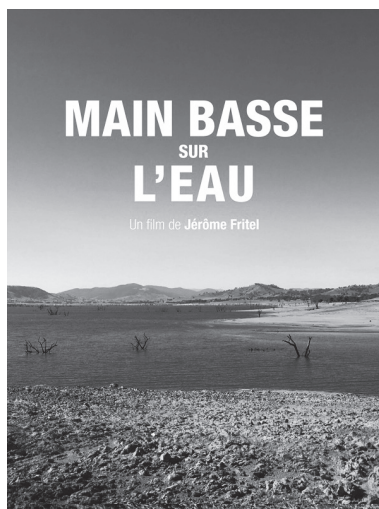


Jérôme Fritel,
Main basse sur l'eau
 (2019, 87 mn, ARTE)

Après avoir consacré des documentaires à la finance, Jérôme Fritel, journaliste, grand reporter français pour la presse écrite pendant 25 ans, passé à la réalisation documentaire depuis 2011, a réalisé en 2019 *Main basse sur l'eau*. Le film raconte la mainmise du monde de la finance sur cette ressource devenue le nouvel « or bleu », relayant « l'or noir » comme enjeu de toutes les convoitises au cœur de l'économie du XXI^e siècle et d'une véritable guerre.

Le documentaire retrace l'histoire de l'organisation progressive du marché de l'eau dans le monde anglo-saxon en expliquant d'abord les raisons de cette ruée des acteurs financiers vers l'eau : la croissance démographique (9 milliards d'habitants en 2050 selon les prévisions), la croissance de la demande en eau (intensification de la consommation avec la diffusion du mode de vie occidental), le dérèglement climatique avec son cortège de canicules, les pénuries qui s'annoncent pour une personne sur 4 d'ici 2050... Tout converge pour attiser les appétits des spéculateurs.

La genèse du marché débute au Royaume-Uni en 1989, sous Margaret Thatcher, avec la première privatisation de la distribution de l'eau dont le bilan est tiré par un chercheur de l'université de Greenwich 30 ans après : hausses des tarifs de l'eau, dividendes mirifiques versés aux actionnaires des fonds d'investissements étrangers qui se sont emparés du marché



britannique et 3 milliards d'évasion fiscale annuelle.

Ensuite, c'est en Australie, continent le plus chaud de la planète, que se met en place à la fin des années 2000 la financiarisation du marché de l'eau avec la création de bourses des droits à consommer de l'eau, sur le modèle des droits à polluer du marché des crédits carbone. La touche finale de cette financiarisation est posée à Wall Street. En quête de nouvelles opportunités après la crise des subprimes de 2008, la première Bourse du monde saisit la reconnaissance mondiale de l'état d'urgence climatique à la suite de la COP21 de 2015, pour créer un indice sur le NASDAQ permettant de parier à 6 mois sur le prix de l'eau, en fonction

FILMS

des pénuries prévisibles à l'aide d'une IA (Intelligence artificielle).

En Australie comme aux États-Unis, une nouvelle législation rationne l'eau et prévoit pour les besoins supplémentaires le recours à des bourses où se rencontrent ceux qui ont des besoins en eau supérieurs à leurs quotas, et ceux qui peuvent vendre leurs excédents à des prix fixés sous la pression des pénuries. Ainsi le prix est le fruit d'une spéculation à terme sur les sécheresses et connaît des augmentations féroces. Les grands groupes agro-industriels ou des investisseurs audacieux, en Australie ou en Californie, achètent des terres agricoles pour leurs ressources aquifères, y développent des monocultures gourmandes en eau, mais hyperrentables comme les amandes, ou des infrastructures hydrauliques qui peuvent être louées et enfin rachètent leurs terres aux *farmers* ruinés par la hausse du prix de l'eau. Certains militants ou chercheurs dénoncent l'inégale allocation de la ressource en eau par le marché libéralisé et l'accaparement de cette ressource précieuse par les plus gros acteurs de ce nouveau marché. Par contre, dans les villes, Adélaïde, Melbourne, New York, des professeurs qui ont théorisé les marchés de l'eau, des PDG de bourses des quotas d'eau, des DG de banques d'investissement, des *water managers* et courtiers de fonds de pension, interrogés pour le documentaire, déroulent leur promotion d'une financiarisation heureuse de l'eau au nom du profit de tous, mais aussi au nom de la nécessité écologique de valoriser une ressource vitale qui n'échappe au gâchis qu'en sortant de la gratuité. Le

consommateur respectant plus une marchandise qu'il paie cher qu'une ressource naturelle qu'il croit illimitée tant qu'elle est aisément accessible, le marché sauve la ressource rare et en permet la juste gestion.

Dans ces deux pays, les seigneurs du marché de l'eau trouvent des alliés inattendus parmi des écologistes qui voient dans la marchandisation de l'eau l'opportunité de la sanctuariser et de préserver des écosystèmes. Un quart des transactions sur le marché de l'eau à Wall Street sur le NASDAQ sont liées à des achats d'organisations écologistes.

Entre les images de ces chantres de la révolution financière de l'eau, le film insère des images aériennes des sols craquelés par la sécheresse, de méga feux, d'atmosphère urbaine vibronnante de chaleur sur fonds de bulletins météo anxigènes égrenant les températures caniculaires qui écrasent les métropoles, des images de personnes âgées à Londres faisant la queue devant des fontaines publiques après que leurs factures en hausse, impayées, leur a valu des coupures d'eau par la régie privée. La bande-son, faite de coups de corne de brume lugubres, de percussions sèches, ajoute au parti pris critique du documentaire.

La fin du film est consacrée à l'Europe, présentée comme une forteresse contre la pression des marchés, protégeant le droit à l'eau potable comme un droit de l'homme universel proclamé dans la résolution de l'assemblée générale de l'ONU en 2010. Les manifestations dans les rues européennes contre les privatisations, les pétitions, le retour à une régie publique de l'eau en 2009 à Paris après l'éviction par la municipalité des groupes Suez et Veolia attestent

FILMS

d'une mobilisation et d'une résistance citoyennes.

Le choix entre deux conceptions inconciliables de l'eau : celle d'une marchandise banale soumise aux aléas du marché spéculatif au nom de l'indispensable gestion de la pénurie et celle d'un bien commun à allouer équitablement entre les usages et les usagers en concurrence, au nom de l'intérêt général garanti par une gestion collective, est rappelé avec

force, en conclusion, comme une des questions politiques les plus cruciales en ces temps de crise climatique. Les choix de réalisation qui sacrifient un peu au spectaculaire anxiogène et émotionnel à la mode anglo-saxonne, la longueur de la démonstration un peu répétitive n'enlèvent cependant rien à la clarté des enjeux révélés dont les citoyens-spectateurs ont besoin pour s'en emparer.

CHRISTELLE MULLER



193